

“La montagne se soulève” : les 17 et 18 juin, les oppositions au Lyon-Turin fédérées en Maurienne

A lors que les promoteurs du Lyon-Turin, élus locaux en tête, craignent et fustigent un rassemblement de l'opposition au Lyon-Turin censé être composé « des mêmes personnages d'extrême gauche qui arrivent à Sainte-Soline avec des boules de pétanque », selon le vice-président de la communauté de communes Cœur de Maurienne Arvan, Éric Vaillaut, rien ne filtre sur le déroulé précis de la manifestation des 17 et 18 juin prochains*. Et pour cause... Relativement nouveaux dans le paysage de contestation sociale en France, “Les Soulèvements de la Terre” font l'objet d'une surveillance voire d'une répression policière accentuée par le fait que ce collectif n'a pas d'identité formelle sinon celle de défendre les biens communs et les principes de démocratie : c'est en tout cas ce qui avait été exposé à la réunion publique organisée le 28 janvier dernier à Villarodin-Bourget et dont nous vous avons rendu compte dans notre édition du 2 février.

Qui est violent, qui est radical ?

Ce jour-là, les débats avaient en effet porté sur les notions de désobéissance civile, et de moyens d'action dits radicaux. Dans une vidéo publiée récemment par “Les Soulèvements de la Terre” (laquelle a déjà générée plus de 19 000 vues sur YouTube) pour annoncer le rassemblement du 17 juin en Maurienne, une habitante de Villarodin-Bourget témoigne sur le fait d'avoir « franchi le pas » d'une autre forme de contestation, en ayant fait partie de la vingtaine de citoyens bloquant la circulation des poids-lourds dans le village en septembre 2022 : « je ne me suis pas du tout sentie hors-la-loi de faire ce que j'ai fait, et j'ai l'impression que les hors-la-loi sont derrière moi (on voit au second plan les travaux menés dans la zone des Tierces, Ndlr) ». Dans la même vidéo, un militant No TAV italien explique dans le même sens que, « quand tu voles l'eau,



Alors qu'aucun élément sur le déroulé du rassemblement des Soulèvements de la Terre des 17 et 18 juin n'a filtré, une banderole géante a été installée au Bourget avec le message : “La montagne se soulève”, censé représenter la dimension fédératrice des oppositions au Lyon-Turin puisque citoyens, partis politiques, syndicats français et italiens se retrouveront en Maurienne dans moins de dix jours.

c'est de la violence, et il faut y répondre... »

« Et de quelle violence parle-t-on ? Aujourd'hui, la violence vient de l'État qui déploie un armement délirant pour faire taire toute opposition à des projets destructeurs. Le terme de violence est utilisé pour faire peur et pour faire taire. Cette mobilisation est avant tout une poursuite des luttes locales qui durent depuis des années contre le Lyon-Turin, et nous les soutenons », nous a confié un membre des Soulèvements de la Terre, qui rappelle dans le même temps que « cette mobilisation est à

« De quelle violence parle-t-on ? Aujourd'hui la violence vient de l'État qui déploie un armement délirant pour faire taire toute opposition à des projets destructeurs. »

l'initiative de collectifs locaux, comme à chaque fois, et qu'elle

est riche en composition : c'est une incroyable opportunité de pouvoir enfin faire une manifestation internationale commune ».

Dans un contexte de crise économique, sociale et politique où l'expression citoyenne semble de plus en plus niée, quels moyens pour se faire entendre et, in fine, être entendus ? Voilà en somme la question sous-jacente que posent “Les Soulèvements de la Terre”. Avec comme slogan “La montagne se soulève”, la manifestation des 17 et 18 juin se veut en effet internationale puisqu'elle associe le mouvement historique italien No

TAV, et qu'elle fédère les oppositions côté français en rassemblant associations environnementales, partis politiques, collectifs citoyens et syndicats, comme Sud-Rail, qui est devenu récemment majoritaire dans les rangs des cheminots de la Région Alpes (ex-CE Savoie, Haute-Savoie, Ain, Isère), et qui a toujours exprimé son opposition au Lyon-Turin.

« À aucun moment nous n'avons pour but de créer de la violence ! Nous ne tomberons pas dans le piège tendu par les promoteurs du Lyon-Turin qui consiste à décrédibiliser le mouvement ! Cette stratégie, couplée avec celle qui consiste à nous mettre devant le fait accompli, est inadmissible », explique Frédéric Fortuna, qui veut d'abord et avant tout « exposer des arguments, convaincre qu'il existe d'autres solutions plus écologiques, plus immédiates et plus efficaces ».

« Le lobby pro-Lyon-Turin empêche le report modal immédiat »

Se défendant de s'appuyer « sur une démarche uniquement factuelle », le représentant régional de Sud-Rail continue d'expliquer que la capacité de la ligne existante suffit à effectuer un report modal immédiat. « Sauf que le lobby pro-Lyon-Turin l'empêche ! Il faut que les gens sachent ce qu'il se passe dans la vallée. Après sa disparition à Saint-Jean-de-Maurienne, ils ont déplacé le

triage à Saint-Avre avec une capacité divisée, a minima, par quatre ou cinq ! Autrement dit ils ont sciemment opéré un sous-dimensionnement afin de rendre impossible un report modal immédiat : cela leur permet ensuite de défendre leur projet... C'est exactement ce qu'il s'était passé il y a quelques années à Ambérieu, où nous plaitions en faveur d'une plateforme multimodale : on a ensuite fait en sorte de la détruire pour que cette option ne soit plus possible. »

Plus encore, le syndicat cheminot tire la sonnette d'alarme sur la liquidation de Fret SNCF, « suite à une plainte de la Commission européenne en rapport aux aides financières apportées à la SNCF par l'État. Ce dernier n'a pas contesté, et a annoncé la liquidation de Fret SNCF avec principe de discontinuité. Concrètement, cela veut dire qu'entre 20 et 30 % des trains de marchandises vont être ouverts au privé et à la concurrence, sans possibilité pour la SNCF de postuler aux appels d'offres pour les dix prochaines années. Dans ces trafics, il faut le savoir, l'autoroute ferroviaire alpine est concernée. On craint environ 1 000 suppressions de postes à l'échelle nationale, sachant qu'on est 5 000 actuellement environ », poursuit le représentant syndical. Compliqué dans ce cadre de gérer une reprise de fret ferroviaire, pourtant souhaité y compris par les élus et les promoteurs du Lyon-Turin, « vu qu'au-

cune société privée ne peut faire de bénéfice avec du fret... Et la problématique est identique du côté voyageur : à Saint-Jean, vous n'avez que deux trains tôt le matin, et deux trains vers 16h. Entre les deux, rien, si ce n'est des bus de substitution. Et cela va s'aggraver à l'avenir avec TELT qui exploite la ligne pendant 99 ans et les nombreuses plages travaux qui bloqueront la ligne de chemin de fer », craint Frédéric Fortuna, qui appelle, comme c'est le cas depuis de nombreuses années, « à un fret et à un service voyageurs qui doivent redevenir un service public. Au lieu d'agiter le chiffon rouge comme le font certains élus et certains médias, qu'on regarde en face la violence de la disparition de nos services publics en France ! »

Guillaume Chaix

*Des affiches annoncent toutefois une conférence de presse, un repas festif, des balades naturalistes nocturnes et des concerts pour la journée du samedi 17 juin ; une table ronde avec des invités surprise, une assemblée des massifs en lutte, des rencontres avec les comités locaux ainsi que des animations le dimanche. Une réunion publique de présentation est prévue ce vendredi 9 juin à 19h30 à Saint-Michel-de-Maurienne, à la salle polyvalente située sous le gymnase.